

RAPPORT N° 2024/5-02
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 31 octobre 2024

OBJET: CONVENTION D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'OFFICE DE L'EAU – DEMANDE D'ASSISTANCE TECHNIQUE DANS ELABORATION DU CAHIER DES CHARGES DU DIAGNOSTIC TERRITORIAL DE L'EAU POTABLE ET DU GEOREFERENCEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

Par délibération du 24 septembre 2020, la CINOR a approuvé la passation de la convention d'assistance technique n°07/22 concernant l'assistance à l'élaboration de cahier des charges d'études stratégiques liées à la gestion de l'eau. Cette convention est toujours en vigueur.

Suite à l'introduction de l'ordonnance du 22 décembre 2022 (n° 2022-1611 relative à l'accès et à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine) et le décret d'application du 29 décembre 2022 (n° 2022-1721 relatif à l'amélioration des conditions d'accès de tous à l'eau destinée à la consommation humaine) qui ont modifié Code Général des Collectivités Territoriales, les Collectivités compétentes sur la distribution de l'eau ont l'obligation de réaliser un diagnostic territorial sur l'accès à l'eau.

Ce diagnostic territorial sur l'accès à l'eau doit permettre :

- D'identifier sur chaque territoire les publics en mal d'eau et de fournir des données précises et actualisées ;
- D'apporter une meilleure compréhension des problématiques de précarité en eau ;
- De formuler et de mettre en œuvre des mesures d'accompagnement et des solutions adaptées au niveau local pour améliorer les conditions d'accès à l'eau de toutes les personnes présentes sur un territoire donné.

Par ailleurs, la réglementation en vigueur impose aux collectivités territoriales de géoréférencer en classe A les ouvrages d'eau potable afin de mieux les identifier et les gérer.

La CINOR doit donc mettre en place un plan de géoréférencement afin de mieux connaître les réseaux d'eau potable qu'elle exploite, d'assurer une meilleure réponse aux incidents et de faciliter la planification et l'entretien des réseaux.

Afin d'améliorer et optimiser l'élaboration du cahier des charges du diagnostic territorial et du géoréférencement des réseaux d'eau potable, il est proposé de bénéficier de l'assistance technique de l'Office de l'Eau, dans le cadre de la convention n°07/22 précitée.

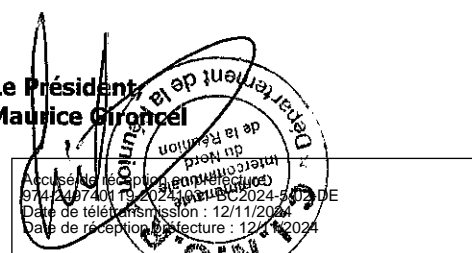
Conformément aux tarifs appliqués dans le règlement de service de l'Office de l'Eau et indiqués dans la convention, le coût de ces deux assistances techniques s'élève à la somme de 2 562,36 € HT pour l'année 2024 (1 281,36 x2).

En conséquence, je vous demande de bien vouloir :

- M'autoriser à solliciter l'assistance technique de l'Office de l'Eau pour la réalisation du diagnostic territorial et du géoréférencement des réseaux d'eau potable s'élevant à la somme de 2 562,36 € HT, dans le cadre de la convention en vigueur n°07/22 ;
- M'autoriser à signer l'ensemble des pièces connexes nécessaires.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président
Maurice Girard



**DECISION N° 2024/5-02
du Bureau de la Communauté
en séance du 31 octobre 2024**

OBJET : CONVENTION D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'OFFICE DE L'EAU – DEMANDE D'ASSISTANCE TECHNIQUE DANS ELABORATION DU CAHIER DES CHARGES DU DIAGNOSTIC TERRITORIAL DE L'EAU POTABLE ET DU GEOREFERENCEMENT DES RESEAUX D'EAU POTABLE

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/5-02 du Président ;

**APRES AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'autoriser le Président à solliciter l'assistance technique de l'Office de l'Eau pour la réalisation du diagnostic territorial et du géoréférencement des réseaux d'eau potable s'élevant à la somme de 2 562,36 € HT, dans le cadre de la convention en vigueur n°07/22


ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des pièces connexes nécessaires.

Nombre de votants : 10 Suffrages exprimés : 10 Vote pour : 10 Vote contre : 00 Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

07 NOV 2024


**Le Président,
Maurice GIRONCEL**


C.I.N.O.R.
Communauté
Intercommunale
du Nord
de la Réunion
Département de la Réunion

Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20241031-BC2024-5-02-DE Date de télétransmission : 12/11/2024 Date de réception préfecture : 12/11/2024
